Groupe BLE Lorraine ***24 juin 2016***

Enfouissement des déchets nucléaires à Bure : nouveau scandale au Bois Lejuc

Depuis le mois de mai, l'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs) mènent des travaux dans le Bois Lejuc à Mandres-en-Barrois, en Meuse. Les chemins d'accès sont refaits, des clôtures sont posées et une parcelle de forêt a même commencé à être défrichée pour installer une plateforme logistique et réaliser des forages. Les habitants, les associations locales et les opposants dénoncent l'illégalité de ces travaux alors qu'un recours administratif a été déposé par des villageois en 2015 et que l'ANDRA n'a aucune autorisation de construction pour le centre d'enfouissement. La tension est désormais palpable.

L'ANDRA a commencé les travaux au Bois Lejuc (Crédits photo : Collectif contre l'Enfouissement des Déchets Radioactifs)

Il faut dire que le Bois Lejuc, d'une superficie de 220 hectares, revêt une importance stratégique pour l'ANDRA puisqu'il se situe juste à l'aplomb des centaines de kilomètres de galeries souterraines qui doivent être creusées pour accueillir les pires déchets nucléaires jamais produits. L'agence entend ainsi y construire deux puits d'accès permettant de transférer des hommes et du matériel, des bouches de ventilation pour les gaz radioactifs et une zone pour stocker les millions de mètres cubes de déblais excavées.

Ce terrain est d'autant plus important pour l'ANDRA qu'elle l'a obtenu dans des circonstances abracadabrantesques. Les élus de Mandres-en-Barrois ont en effet voté la cession du bois à l'agence le 2 juillet 2015 au cours d'un conseil municipal convoqué à … 6 heures du matin ! La vente avait pourtant été refusée par les habitants lors d'une consultation organisée en janvier 2013. Elle fait l'objet depuis décembre 2015 d'un recours devant le tribunal administratif de Bar-le-Duc. Alors que celui-ci est toujours en cours d'examen et que l'autorisation de construction du futur centre d'enfouissement des déchets radioactifs ne devrait pas être délivrée avant 2018, l'ANDRA commence les travaux. Elle ne respecterait pas non plus le plan de gestion du bois émis par l'Office National des Forêts (ONF) selon les opposants qui devraient également entamé un nouveau recours.

Dimanche dernier, près de 200 personnes ont participé sur place à un pique-nique géant convivial avant d'enlever les doubles clôtures élevées par l'ANDRA pour encercler le bois. Elles ont ensuite dressé des barricades et installé un camp. Une soixantaine de militants y a passé la nuit.

© Groupe BLE Lorraine – Tous droits réservés